A

Monsieur le Président du Conseil
Constitutionnel
2, rue de Montpensier
75 001 Paris

Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,

dans le cadre de vos attributions définies par le 1^{er} alinéa de l'article 45-4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 je porte à votre connaissance les réclamations suivantes qui concernent la mise en œuvre des opérations de recueil des soutiens à l'occasion de la proposition de référendum relative aux conditions d'exploitations des aéroports de Paris actuellement en cours en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution.

I. Sur la rédaction de la demande de soutien

Dans le cadre de la consultation pour un soutien à l'initiative parlementaire de référendum sur l'exploitation des aéroports de Paris, il est demandé de la part des citoyens inscrits sur les listes électorales « *un soutien à la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris* » déposée par plus d'un cinquième des parlementaires..

Si cette rédaction peut correspondre à l'interprétation de l'article 3 de la loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution, elle est en désaccord avec l'article 11, 3^o alinéa de la constitution.

Cet alinéa se décompose en deux phrases.

La première phrase énonce bien qu'un référendum peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement et cette initiative doit être soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. C'est donc bien une demande de referendum que sollicitent des parlementaires et que soutiennent des citoyens.

Ce n'est que dans la deuxième phrase qu'il est précisé que la forme de l'initiative est une proposition de loi. On doit comprendre ici que la proposition de loi a vocation à expliciter l'objet de la demande de referendum. C'est elle que le conseil constitutionnel examine pour valider la légalité de l'objet du référendum parmi les objets définis au 1^{er} alinéa de l'article 11 de la Constitution.

De plus c'est cette loi, si le processus référendaire est validé, qui est soumise à referendum comme le stipule le 5^o alinéa de l'article 11 de la constitution.

Or la rédaction de la consultation introduit une confusion entre le soutien à l'initiative de referendum et la forme de celle-ci. Cette confusion est aggravée par le fait que la formulation de l'initiative à savoir la proposition de loi sera l'objet du referendum comme il est dit précédemment, 5^o alinéa de l'article 11 de la constitution.

Cette situation engendre deux obstacles à une demande loyale et répondant au droit constitutionnel de soutien des citoyens :

- Cette rédaction réduit le nombre de citoyen pouvant potentiellement soutenir l'initiative engagée par les parlementaires puisque c'est un soutien à la proposition de loi qui est demandé. A ce stade de la procédure c'est déjà un choix sur le résultat du référendum et non pas sur la tenue de celui-ci qui est sollicité. La volonté de décider par referendum sur l'objet introduit par la proposition de loi des parlementaires peut en effet être souhaitée par des personnes opposées à l'orientation voulue par cette proposition au titre, par exemple, de la légitimité populaire et/ou à l'importance du sujet à examiner. Cette rédaction oblige

les citoyens à se déterminer sur une option sans avoir pu bénéficier du débat public qu'engage la campagne du référendum.

Le texte de la demande de soutien qui se rapporte à la proposition de loi est donc en contradiction avec la première phrase du 3° alinéa de l'article 11 de la constitution qui se rapporte à l'initiative pour un référendum.

- L'autre point est relatif à la publicité du soutien. Telle que formulée, la demande de soutien équivaut à une position politique puisque portant sur l'objet du référendum comme stipulé dans le 5° alinéa de l'article 11 de la constitution et le 1^{er} alinéa de l'article 9 de la loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution. Il est donc rendu public un avis sur la question qui sera soumise au référendum et cela induit la publicité d'un vote en contradiction avec le secret du vote garanti par le 3° alinéa de l'article 3 de la constitution. La mise en œuvre devient ainsi anti-constitutionnelle.

Le conseil remarquera le vice de fond qui entache le processus référendaire et qui est installé par la première partie du 5° alinéa de l'article 11 de la constitution. Celle-ci introduit la possibilité de s'affranchir de la consultation publique par une procédure parlementaire d'acceptation de la proposition de loi. Ce complément ajoute de l'ambiguïté à la démarche envisagée en permettant de stopper le processus référendaire par une procédure législative après qu'un soutien populaire au référendum aura été établi.

II. Sur l'obligation de fournir une adresse de messagerie électronique

Le formulaire électronique de soutien rend obligatoire la saisie d'une adresse de messagerie électronique en dernière information demandée. Je remarque que cette adresse n'est pas nécessaire dans le processus du recueil de soutien.

Cet état de fait induit deux conséquences gênantes.

- cette obligation peut faire obstruction au recueil de soutien pour les personnes ne disposant pas d'adresse de messagerie ou ne souhaitant pas fournir cette information qui n'a aucune relation avec les éléments demandés auparavant. Si ces derniers se justifient pour valider l'identité et la bonne inscription de la personne en soutien, l'adresse de messagerie électronique n'a rien à voir avec cette nécessité.
- Elle constitue un recueil d'information illégitime peut-être illégal par lequel on peut soupçonner un usage détourné de l'objet de la consultation. Cette situation rejoint l'aspect inconstitutionnel de l'orientation de la demande de soutien relevé précédemment.

Compte tenu de ces remarques je vous demande, Monsieur le Président, l'annulation de la procédure de recueil des soutiens à l'initiative parlementaires sur les conditions de l'exploitation des aéroports de Paris actuellement en cours et son renouvellement sous une forme adaptée à la libre expression publique en application des articles 3, 3° alinéa et 11, 3° alinéa de la constitution et tout en assurant la régularité et la publicité de la procédure préalable au référendum.

Je vous demande également de procéder à toutes les démarches en votre pouvoir afin de corriger ou d'annuler tous les textes législatifs et réglementaires qui concourent à la mauvaise application de l'esprit de ce point de la constitution et du principe fondamental du secret du vote comme par exemple l'emploi de la formule « *recueil des soutiens apportés à une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution* » dans les différents textes de mise en œuvre de la procédure référendaire à l'initiative des parlementaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.